



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 6 novembre 2019 — N° 78

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Richelieu sur le sujet suivant : Le 40^e anniversaire du Salon des métiers d'art de Sorel-Tracy.
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner les 40 ans du Centre de travail LARO.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *L'exploit de monsieur Guy Auclair, qui à l'âge de 76 ans est 5e dan au karaté.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner le projet universitaire étudiant StratosPi et l'implication de jeunes étudiants du comté de Fabre.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : 30^e anniversaire de la Maison de la culture Mercier.
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Enfants disparus.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Forces Avenir.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Reconnaître l'apport du projet Pédagogie en forêt pour les élèves du préscolaire de l'École de la Voie-Lactée de Notre-Dame-des-Bois.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner la performance de Keimy St-Firmin aux compétitions régionale et provinciale en gymnastique.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Reprise du débat ajourné le **5 novembre 2019**
- 3) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**
- 4) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**

- 5) Projet de loi n° 40
Loi modifiant principalement la Loi sur l’instruction publique relativement à l’organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur le **1^{er} octobre 2019**
- 6) Projet de loi n° 41
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019
Présenté par le ministre des Finances le **31 octobre 2019**
- 7) Projet de loi n° 43
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d’autres dispositions afin de favoriser l’accès aux services de santé
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 octobre 2019**
- 8) Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l’électrification
Présenté par le ministre de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **31 octobre 2019**
- 9) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**
- 10) Projet de loi n° 47
Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation le **5 novembre 2019**
- 11) Projet de loi n° 48
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l’accès au crédit de taxes foncières agricoles
Présenté par le ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation le **5 novembre 2019**

Étude détaillée en commission

- 12) Projet de loi n° 15**
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13) Projet de loi n° 16**
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **16 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 14) Projet de loi n° 18**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 15) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 16) Projet de loi n° 27**
Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation
Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 3 octobre 2019
Principe adopté le **23 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 17) Projet de loi n° 29**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le 24 septembre 2019, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 18) Projet de loi n° 31**
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 9 octobre 2019
Principe adopté le **31 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 19) Projet de loi n° 34**
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2019
Principe adopté le **10 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 20) Projet de loi n° 37**
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019
Principe adopté le **5 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 21) Projet de loi n° 38**
Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 26 septembre 2019
Principe adopté le 30 octobre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **5 novembre 2019**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 22) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 23) Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

- 24) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux
changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 27) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du
droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre
Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes
âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 29) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre
l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des
biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 30) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un
droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et
l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

- 32) Projet de loi n° 390**
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**
- 33) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 36) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 37) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

40) 23 octobre 2019

Motion par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la République de Bulgarie.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 2 novembre 2019.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

41) 5 novembre 2019

Motion du député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale rappelle que le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) permet une voie rapide pour l'obtention d'un certificat de sélection du Québec, étape précédant l'octroi de la résidence permanente;

QU'elle prenne acte que ce programme a permis, en 2018, à 11 000 travailleurs étrangers temporaires et étudiants étrangers diplômés au sein d'institutions d'enseignement québécoises, d'immigrer au Québec;

QU'elle constate que les modifications apportées au Programme de l'expérience québécoise par le gouvernement caquiste minent la réputation internationale du Québec, nuisent à sa capacité d'attraction et de rétention des talents nécessaires à la croissance économique du Québec et qu'elles ont un impact drastique sur le projet d'immigration de milliers d'étudiants étrangers et de travailleurs étrangers temporaires présentement au Québec;

QU'enfin, l'Assemblée nationale exige du gouvernement caquiste qu'il annule dès maintenant les modifications récentes apportées au programme et qu'il revienne aux conditions d'admissibilité prévalant avant le moratoire imposé en juillet dernier.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans

Adopté le **5 novembre 2019**

Projet de loi n° 28

Loi permettant la mise en place de certaines mesures en matière de santé et de services sociaux liées au statut géographique particulier de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Adopté le **5 novembre 2019**

Projet de loi n° 36

Loi modifiant la Loi sur les compagnies concernant la participation et la prise de décision aux assemblées des personnes morales sans capital-actions
Adopté le **5 novembre 2019**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 10 octobre 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation

- Du député de Laval-des-Rapides au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *L'absence de remboursement des trop-perçus aux consommateurs québécois promis par la Coalition Avenir Québec et l'affaiblissement de la Régie de l'énergie* (avis donné le 31 octobre 2019).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 40**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires (mandat confié le 24 octobre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 27**, Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (mandat confié le 23 octobre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).

- **Projet de loi n° 37**, Loi visant principalement à instituer le Centre d’acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (mandat confié le 5 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d’autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l’Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d’autres dispositions afin de favoriser l’accès aux services de santé (mandat confié le 5 novembre 2019).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 31**, Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l’accès à certains services (mandat confié le 31 octobre 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 81) Mme Ghazal (Mercier) – **18 septembre 2019**
Au ministre des Transports et ministre responsable de la région de l'Estrie

La municipalité du Canton de Potton a adopté le règlement 2018-453 qui permet à tous les véhicules hors route (VHR) de parcourir à l'année longue l'ensemble de ses 170 kilomètres de chemins municipaux. En transformant toutes les routes publiques en pistes de VHR, ce nouveau règlement met en danger les utilisateurs de VHR, mais aussi tous les utilisateurs des routes de Potton (qu'ils soient résidents ou visiteurs). En cautionnant ce règlement unique au Québec, nous contribuons à la création d'un précédent généralisable à l'échelle de la province. Les fabricants de VHR eux-mêmes s'opposent à l'utilisation de leurs produits sur des voies publiques pavées et non pavées. Le *Specialty Vehicle Institute of America*, le plus grand regroupement de fabricants, estime que « les VHR sont conçus et fabriqués pour un usage hors route uniquement », et la *US Consumer Product Safety Commission* a déclaré que « Les véhicules tout-terrain peuvent

atteindre la vitesse tolérée sur les autoroutes, mais avec leurs pneus basse pression et leur centre de gravité élevé ils ont tendance à basculer ou à perdre le contrôle ».

Au-delà de l'incohérence sémantique de ce règlement, la loi sur les VHR est claire. Elle interdit la circulation des véhicules hors route sur les chemins publics ; vise le développement de la pratique sécuritaire des VHR sur des sentiers conçus à cet effet et ne permet qu'exceptionnellement aux municipalités d'ouvrir des tronçons de chemins publics à la circulation des VHR afin de sécuriser le passage entre des sentiers de VHR, tout en protégeant les autres utilisateurs de la route par une signalisation adéquate. Un tel règlement contrevient aux grands principes de la loi sur les VHR et risque de faire augmenter le nombre d'accidents et les décès comme le démontrent des études dans des juridictions qui permettent la circulation de VHR sur les voies publiques.

Au nom d'Action Potton, un regroupement de citoyens du Canton de Potton, nous demandons au ministre des Transports et ministre responsable de la région de l'Estrie de bien vouloir désavouer le règlement 2018-453.

86) **Mme Fournier (Marie-Victorin) – 25 septembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

J'ai été interpellée relativement à une situation liée au programme Chèque emploi-service qui me semble effectivement problématique sur le plan de la responsabilité juridique des acteurs impliqués.

En effet, le programme comporte une lacune majeure : sur le plan juridique, le prestataire de service - qui devrait être reconnu comme client - est en fait reconnu comme employeur aux yeux de la CNESST, ainsi qu'en vertu de la Loi sur les normes du travail.

Cette interprétation inadéquate a aussi été soulevée par l'équipe de l'émission La facture, le 19 mars dernier. Considérant que les bénéficiaires du service sont majoritairement des individus en perte d'autonomie qui devraient normalement bénéficier de services publics, il n'est pas seulement illogique sur le plan juridique de leur attribuer la qualité d'employeur, mais amoral de leur en imposer le fardeau.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre de la Santé peut-elle s’engager à corriger l’incongruité du programme Chèque emploi-service ?

87) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **25 septembre 2019**
Au ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale

J’ai été interpellée relativement à une situation liée au programme Chèque emploi-service qui me semble effectivement problématique sur le plan de la responsabilité juridique des acteurs impliqués.

En effet, le programme comporte une lacune majeure : sur le plan juridique, le prestataire de service - qui devrait être reconnu comme client - est en fait reconnu comme employeur aux yeux de la CNESST, ainsi qu’en vertu de la Loi sur les normes du travail.

Cette interprétation inadéquate a aussi été soulevée par l’équipe de l’émission La facture, le 19 mars dernier. Considérant que les bénéficiaires du service sont majoritairement des individus en perte d’autonomie qui devraient normalement bénéficier de services publics, il n’est pas seulement illogique sur le plan juridique de leur attribuer la qualité d’employeur, mais amoral de leur en imposer le fardeau.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, peut-il s’engager à corriger l’incongruité du programme Chèque emploi-service ?

88) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **3 octobre 2019**
Au ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation

Dans le cadre du mandat d’initiative concernant l’usage des pesticides, plusieurs témoignages inquiétants ont été livrés quant aux effets potentiels des pesticides sur la santé humaine. Afin d’évaluer les effets des pesticides sur la santé des Québécois et Québécoises, les experts et chercheurs ont besoin d’avoir accès aux données d’utilisation des pesticides pour mener à bien leurs études.

Je demande donc au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de fournir dans les plus brefs délais :

- 1- L'ensemble des données relatives à l'utilisation des pesticides.
- 2- La quantité de pesticides utilisés par région.
- 3- Les types de pesticides utilisés par culture et par région, ainsi que les données temporelles s'y rattachant.
- 4- Les indices de risque pour la santé et les indices de risque pour l'environnement pour l'ensemble des pesticides utilisés en sol québécois.
- 5- Le niveau d'avancement de la table de révision quant à l'évolution des indices de risques.
- 6- Les données disponibles à ce jour concernant les prescriptions de pesticides pour les années 2018 et 2019.

89) Mme Montpetit (Maurice-Richard) – **3 octobre 2019**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Dans le cadre du mandat d'initiative concernant l'usage des pesticides, plusieurs témoignages inquiétants ont été livrés quant aux effets potentiels des pesticides sur la santé humaine. Afin d'évaluer les effets des pesticides sur la santé des Québécois et Québécoises, les experts et chercheurs ont besoin d'avoir accès aux données d'utilisation des pesticides pour mener à bien leurs études.

Je demande donc au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques de fournir dans les plus brefs délais :

- 1- L'ensemble des données relatives à l'utilisation des pesticides.
- 2- La quantité de pesticides utilisés par région.
- 3- Les types de pesticides utilisés par culture et par région, ainsi que les données temporelles s'y rattachant.
- 4- Les indices de risque pour la santé et les indices de risque pour l'environnement pour l'ensemble des pesticides utilisés en sol québécois.
- 5- Le niveau d'avancement de la table de révision quant à l'évolution des indices de risques.
- 6- Les données disponibles à ce jour concernant les prescriptions de pesticides pour les années 2018 et 2019.

90) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **24 octobre 2019**
Au ministre des Transports

La route 117, qui relie Montréal à Rouyn-Noranda, est l'une des plus meurtrières au Québec. Selon les données publiques, au moins 8 personnes y auraient perdu la vie lors de collisions mortelles en 2018, dont 7 sur le seul territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Il s'agit du bilan le plus lourd enregistré depuis 2012 sur la route 117. Lors de la dernière campagne électorale, la CAQ a assuré que l'amélioration de la sécurité sur le tronçon de la 117 compris entre les villes de Val-d'Or et de Rouyn-Noranda était une des priorités du gouvernement. Plus d'un an s'est écoulé depuis l'élection sans qu'aucun plan ni mesure n'ait été annoncé par le gouvernement du Québec pour concrétiser cette promesse.

Plus récemment, le ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue a même laissé entendre qu'il incombait plutôt au gouvernement fédéral de financer d'éventuels travaux de sécurisation de la route 117, celle-ci faisant partie du réseau routier transcanadien. Or, le gouvernement n'est pas sans savoir que le palier fédéral n'interviendra pas sur le réseau routier québécois à moins qu'une telle demande ne soit formulée expressément par les autorités provinciales et ce, par le biais d'une demande de subvention à Infrastructures Canada. Tant et aussi longtemps que le gouvernement du Québec n'en fera pas la demande, aucune subvention du gouvernement canadien ne tombera par miracle dans les coffres de l'État québécois.

Mes questions au ministre des Transports sont les suivantes :

- Quel est le plan envisagé par le gouvernement pour améliorer la sécurité sur le tronçon de la route 117 compris entre Val-d'Or et Rouyn-Noranda?
- Puisque le gouvernement semble désormais affirmer qu'il relève de la responsabilité du palier fédéral de financer des travaux sur la route 117, est-ce que le ministre des Transports a fait des demandes de financement officielles auprès du gouvernement fédéral, par exemple par le biais d'Infrastructures Canada, afin d'obtenir les fonds nécessaires à la sécurisation de ce tronçon?
- Dans l'affirmative, à quelle date le ministre a-t-il fait cette demande et à quel organisme fédéral cette demande a-t-elle été formulée?

91) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le rapport à la ministre sur l'application des dispositions du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P9.002) au sujet des pouvoirs de la ministre exercés par la Ville de Québec a été déposé à l'Assemblée nationale le 18 septembre 2019.

Ce rapport découle de l'adoption en décembre 2016 de la Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs.

Cette loi incluait une modification à la Loi sur le patrimoine culturel afin de permettre à la Ville de Québec d'exercer certains pouvoirs au nom de la ministre dans les aires de protection, les sites patrimoniaux déclarés et les sites patrimoniaux classés présents sur son territoire. De façon générale, ces pouvoirs concernent la délivrance d'autorisations à réaliser certains travaux autres que de la démolition en tout ou en partie d'un immeuble, de l'érection d'une nouvelle construction et de l'excavation du sol, même à l'intérieur d'un bâtiment, accessoire à une telle démolition ou érection. De plus, la Ville est maintenant responsable des inspections ainsi que des poursuites pénales découlant des infractions liées à l'exercice des pouvoirs délégués.

En page 8 de ce rapport, au bas d'un tableau faisant état du nombre d'autorisations délivrées par la Ville de Québec en exercice des pouvoirs de la ministre qui lui sont délégués, il est inscrit, concernant l'inspection de la conformité des travaux effectués suite à ces autorisations, que les données sont actuellement non-disponibles.

La ministre peut-elle nous indiquer quand compte-t-elle obtenir les données sur les inspections de conformité des travaux et peut-elle s'engager à les déposer à l'Assemblée nationale en complément d'information au rapport du 18 septembre 2019?

De même, le rapport met de l'avant plusieurs pistes de solutions afin de faciliter l'exercice des pouvoirs qui sont délégués à la Ville de Québec. La ministre peut-elle nous indiquer son échéancier de travail à ce sujet et nous indiquer le suivi qui sera apporté à ces recommandations?

- 92) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le ministère de la Culture et des Communications s'est doté d'un plan d'action de développement durable 2016-2020 qui prévoit notamment une action visant à mettre en œuvre le processus de prise en compte des principes de développement durable dans l'ensemble des actions structurantes menées par le Ministère.

Le rapport annuel de gestion 2018-2019 du Ministère fait état d'un ralentissement important de la progression des résultats à ce sujet. Après une progression de 46% en 2017-2018, les principes de développement durable ont été pris en compte dans seulement 50% des actions structurantes en 2018-2019.

Cette progression de seulement 4% dans la dernière année laisse présager que la cible de 100% ne sera pas atteinte d'ici le 31 mars 2020, ce qui pousse d'ailleurs le Ministère à indiquer la mention « À surveiller » au sujet de l'état d'avancement de cette action.

La ministre peut-elle nous indiquer quelles actions a-t-elle prises afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs contenus dans le plan d'action de développement durable 2016-2020 du ministère de la Culture et des Communications et peut-elle confirmer que l'entièreté des actions structurantes menées par le Ministère auront pris en compte les principes de développement durable tel que prévu au 31 mars 2020?

- 93) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Centre de conservation du Québec offre des services tarifés en restauration d'objets ou d'œuvres d'art ainsi que des services d'expertise en matière de conservation préventive, de formation et de documentation.

Ces services tarifés prévoient notamment un tarif de 76\$ par heure pour les organismes à but non lucratif privés, comme les organismes communautaires, les sociétés d'histoire et les centres d'archives privés. Ce tarif est en hausse de 5,5% par rapport à la tarification précédente qui était de 72\$ par heure.

Au sujet de toute hausse de la tarification, le premier ministre a déclaré le 3 octobre dernier : « Ce qu'on vient dire aux Québécois, là, puis on l'a promis pendant la campagne électorale, c'est qu'au Québec, à l'avenir, aucun impôt,

aucune taxe, aucun tarif ne va augmenter de plus que l'inflation. C'est une promesse, puis comme toutes nos promesses, on va la tenir. »

Considérant que l'inflation au Québec en 2018 était de 1,8%, comment la ministre peut-elle réconcilier cette hausse de tarif de 5,5% avec l'engagement formel du premier ministre?

- 94) M. LeBel (Rimouski) – **5 novembre 2019**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Dans le premier budget du gouvernement Legault, un rehaussement important du montant consacré au volet « Soutien à la mission globale » du Programme d'aide aux organismes communautaires (PAOC) a été annoncé, le faisant passer de 1,5 M\$ à 7,5 M\$. Or, les fédérations d'OSBL d'habitation attendent toujours que cette annonce se concrétise.

À ce jour, celles-ci n'ont reçu, pour unique versement, que la somme habituelle.

Ma question est la suivante :

- Quand les sommes annoncées seront-elles mises à la disposition des fédérations d'OSBL d'habitation?

- 95) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'ai été interpellée à plusieurs reprises concernant certains éléments relatifs à la mission ainsi qu'aux processus de la CNESST.

D'abord, selon les citoyens entendus, la CNESST se serait éloignée de sa mission première en orientant ses pratiques sur un modèle inspiré de l'assurance privée. Elle tenterait plutôt de consolider au maximum les blessures des travailleuses et travailleurs tout en négligeant d'assurer une guérison complète de ceux-ci avant de les réintroduire sur le marché du travail.

De plus, le processus de contestation des contre-expertises médicales semble complexe pour un grand nombre de citoyens et considéré comme opaque. Il conduirait dès lors le traitement administratif des dossiers sur la voie de la judiciarisation de façon abusive et inutile, alors que les travailleuses et travailleurs accidentés doivent faire face aux équipes d'experts de l'employeur et de la CNESST.

Ainsi, ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre s'engage à considérer les éléments suivants dans la prochaine réforme du droit du travail, c'est-à-dire :

- Recentrer la mission de la CNESST pour prioriser le processus de guérison des travailleuses et travailleurs accidentés afin de mieux les réintégrer sur le marché du travail.
- Simplifier le processus de contestation des contre-expertises de la CNESST afin de limiter la judiciarisation des dossiers.

96) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- La ministre a-t-elle l'intention de travailler en collaboration avec son collègue ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ainsi que son collègue ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

97) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre a-t-il l'intention de travailler en collaboration avec sa collègue ministre de la Santé et des Services sociaux et son collègue ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

98) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 novembre 2019**
Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

L'accès aux services d'un orthophoniste ou d'un audiologiste est problématique pour de nombreuses familles. Pour celles dont les enfants ont des retards de développement du langage, la situation est encore plus préoccupante.

Des disparités régionales importantes persistent à l'heure actuelle. Plusieurs enfants sont inscrits sur des listes d'attente qui peuvent dépasser un an. À l'étape de la petite enfance, chaque année est pourtant cruciale dans le développement linguistique d'un enfant, et aura un effet sur chacune des étapes subséquentes de la vie.

Le gouvernement dit faire de la petite enfance l'une de ses grandes priorités.

Ainsi, ma question est la suivante :

- Le ministre a-t-il l'intention de travailler en collaboration avec sa collègue ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que son collègue ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur afin de mettre sur pied un programme national unifié d'accès aux services d'orthophonie et d'audiologie dans le but d'équilibrer le nombre de professionnels entre les différentes régions du Québec et d'ainsi assurer une accessibilité dans un délai raisonnable de 3 mois pour l'ensemble de la population ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures – *ministre des Finances*